



# LA MAIN DE L'EXÉCUTIF A ENCORE FRAPPÉ, FORT !

## La casse du service public opérée depuis bien des années nous amène aujourd'hui à un nouveau confinement

Depuis le 17 mars 2020 le secteur culturel est à l'arrêt. Après l'interdiction d'ouverture des lieux de spectacles, de la tenue des festivals, de toute manifestation culturelle, une reprise timide s'est mise en place en septembre pour finalement être fortement malmenée par le couvre feu et complètement anéantie par la reprise du confinement fin octobre.

Les structures culturelles (cinémas, théâtres, musées, bibliothèques, librairies...) ne peuvent plus recevoir de public, les activités périscolaires culturelles sont interdites, parce que ces activités ne seraient pas « essentielles ».

La qualification d'activités essentielles serait réduite par le gouvernement comme étant des activités générant du profit et participant à la bonne marche d'un système capitaliste, nous forçant à débattre sur la légitimité d'une activité en temps de crise. Alors que le débat n'est pas là.

## Le coup porté au secteur culturel est terrible

D'abord parce qu'il entraîne une précarisation encore plus grande des salarié-e-s du secteur.

Le chômage partiel, même s'il était appliqué ne ferait que diminuer encore les futures allocations chômage des intermittent-e-s du spectacle qui auront pu renouveler leurs droits. Pour la plupart l'année blanche ne fera que repousser le problème puisqu'au 31 août 2021 la plupart des artistes et technicien-ne-s n'auront pas pu travailler et ne renouveleront pas leur droit à l'allocation. Pour les nouveaux entrants dans le régime qui ne bénéficient pas de l'allocation chômage, ils-elles n'ont rien. Pas de travail, pas de ressources, pas d'aide.

Ensuite, parce que la culture est essentielle. Elle ne peut se limiter au « Click & Collect », à l'achat de livres sur Amazon, au visionnage en ligne d'un opéra, d'une visite virtuelle dans un musée. La culture est un besoin, un droit et doit être accessible à tous. Au même titre que le besoin vital de s'alimenter nous avons besoin de voir, de lire, d'entendre, de dire.

Aujourd'hui, le gouvernement, continuant une politique libérale qui a mis le système de santé en péril aggrave les inégalités, nous infantilise, nous culpabilise, et nous prive de l'accès à nos droits fondamentaux.

Alors, évidemment l'année blanche ne suffira pas, les aides ponctuelles aux librairies ne suffiront pas, les crédits accordés aux structures culturelles ne suffiront pas.

## Dans ce contexte de crise aggravée par l'incurie assumée des politiques publiques de santé, des garanties sociales doivent être assurées par l'État.

### SUD CULTURE DEMANDE :

- une **concertation** avec les travailleuses et travailleurs du secteur culturel
- La **prolongation** des droits à l'assurance chômage pour un an après la reprise normale de l'activité, puisque la date buttoir du 31 août 2021 devient caduque au vu de la situation actuelle
- **aucune perte de salaire** en cas de recours à l'activité partielle
- un **revenu garanti** pour tous les précaires qui permette de vivre dignement
- le **retrait définitif** de la réforme de l'assurance chômage
- **l'interdiction des licenciements** pour les entreprises touchant des aides de l'État
- une redéfinition des politiques culturelles pour mettre fin à la **marchandisation de la culture**

Sud Culture 13 Solidaires

Marseille, 12 novembre 2020

**SUD CULTURE 13 SOLIDAIRES**

29, bd Longchamp - 13001 Marseille - sudculture13@gmail.com

<https://sudculture-solidaires13.com>